



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

CGT Éduc'action - 263 rue de Paris - case 549 - 93515 Montreuil cedex
Mel : unsen@cgteduc.fr - Site : www.cgteduc.fr

Recrutement des personnels du Premier degré : une nouvelle saignée inacceptable.

Le ministère de l'Éducation nationale vient de faire paraître au JO du 11 mars le nombre de postes ouverts au concours de recrutement des personnels enseignants du premier degré pour 2020, ainsi que leur répartition académique.

Si le gouvernement et le ministre de l'Éducation nationale répètent à qui veut l'entendre que le premier degré sera la priorité de ce quinquennat, les faits sont têtus et la réalité plus brutale. En effet, depuis l'arrivée du ministre Blanquer, les recrutements des professeur-es des écoles ont fortement baissé, passant de 10526 en 2018 à 9515 cette année.

La CGT Éduc'action regrette et condamne cette nouvelle saignée du recrutement alors que les effectifs sont déjà largement insuffisants dans les départements pour couvrir tous les besoins. Dans ces conditions, nous estimons qu'il sera impossible aux autorités académiques de réaliser les exigences ministérielles sur les dédoublements et le plafonnement des effectifs dans certains niveaux de classe.

Cette nouvelle coupe aura des répercussions dans quasiment toutes les académies. Si dans ce marasme, les académies de Créteil et Versailles conservent leur niveau de recrutement, cela ne résorbera pas la grande précarité déjà existante dans ces territoires. Surtout, de très nombreuses autres académies seront profondément touchées. Ce sera le cas de celles de Lille (qui passe de 722 en 2019 à 480 en 2020), de Paris (de 374 à 270) ou encore Nantes, Reims, Toulouse et l'Outre-mer.

La situation, déjà très difficile dans de très nombreux départements, va à nouveau se dégrader et mettre une nouvelle fois en difficulté les collègues. La diminution des recrutements aura des conséquences sur les effectifs de classe, sur les remplacements en cas de congés maladie ou sur les départs en formation, mais aussi sur l'explosion du recours aux non-titulaires. Depuis de nombreux mois, les collègues expriment dans la rue, mais aussi à l'occasion du sondage ministériel sur la direction, leur ras le bol quant à leurs conditions de travail et demandent des moyens pour pouvoir travailler correctement. Cette nouvelle décision gouvernementale est un nouveau signe de mépris à leur égard.

C'est aussi un signal très négatif envoyé aux étudiant-es préparant actuellement leur concours. A l'heure où la réforme des retraites souligne déjà la faible rémunération des professeur-es des écoles, le ministère choisit de noircir le tableau. En effet, il décourage les vocations en abaissant le nombre des recrutements, mais aussi en repoussant l'accès au concours en fin de master.

La CGT Éduc'action dénonce cette politique violente à l'égard du système éducatif qui touche sans distinction les personnels, les élèves et tou-tes les usager-ères du système éducatif.

Montreuil, le 11 mars 2020